

CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2013



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

- 1** **Le mot du PDG de BOA GROUP**
Message from the CEO of BOA GROUP
- 2-3** **Plus de 30 ans de croissance et d'expansion**
Over 30 years of growth and expansion
- 4** **Plus de 30 ans d'expérience au service des clients**
Over 30 years of experience serving customers
- 5** **Les engagements du Groupe**
The commitments of the Group
- 6** **Produits et Services disponibles**
French only

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

- 8-9** **Le mot de la Directrice Générale**
Comments from the Managing Director
- 10** **Faits marquants 2013**
Highlights 2013
- 11** **Chiffres-clés au 31/12/2013**
Key figures on 31/12/2013
- 12-13** **Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA**
French only
- 14** **Conseil d'Administration, Capital**
Board of Directors, Capital
- 15-25** **Rapport du Conseil d'Administration**
Report by the Board of Directors
- 26-32** **Rapports des Commissaires aux Comptes**
- 26-27** **Rapport Général** *French only*
- 28-32** **Rapport Spécial** *French only*
- 33-39** **Bilan et Compte de Résultat**
Balance sheet and Income statement
- 40-43** **Résolutions**
Resolutions
- 44-55** **Annexes**
French only

MESSAGE FROM THE CEO OF BOA GROUP

The BANK OF AFRICA Group's 2013 financial year was highlighted mainly by the following five objectives:

- continue its external growth,
- improve its operating structure,
- launch a vast plan to strengthen its risk control,
- expand its sales & marketing set up,
- continue to enhance its financial results.

The BANK OF AFRICA Group's development was reflected in 2013 by the opening of a subsidiary in Togo.

Meanwhile, the Group's institutionalisation continued with an expansion in its Central Departments at head office.

With the same determination of more precision-based management, a major project for redefining Risk management was launched in synergy with the BMCE Bank Group, our majority shareholder. In the same light, a system of environmental and social management was set up in this same area.

The restructuring of our sales & marketing organisation and the implementation of our business model were maintained and extended to our corporate clients and English-speaking subsidiaries.

As for financial results, the progress made in 2012 continued in 2013, as seen in the following data.

Customer deposits reached 3.4 billion euros, a 7.2% increase driven mainly by an increase in the number of accounts, which exceeded the 2 million mark in May 2014.

Outstanding customer loans came to 2.5 billion euros, a 13.4% increase.

Total assets rose by 9.7% to 4.8 billion euros at end-2013.

Net Banking Income (NBI) improved by 10.2% to 320.6 million euros.

Consolidated net profit rose slightly, by 1% from 56.2 million euros in 2012 to 56.7 million euros, due to a large provision made on a file in a WAEMU BOA. Without this provision, net income rose by about 16%, thus reflecting the Group's dynamism.

In 2014, we will maintain and strengthen our policy, which reconciles commercial development and structural reinforcement within the framework of our 2013-2015 Three-Year Development Plan. The final objective is to reinforce our participation in financing national economies and to increase the involvement of African citizens in the economic and social life of their countries.

I thank all our customers for their trust in us, the BANK OF AFRICA staff for their unfailing commitment, and our shareholders for their steadfast support, particularly our majority shareholder, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

BOA GROUP S.A. Chairman & CEO

LE MOT DU PDG DE BOA GROUP



L'exercice 2013 du Groupe BANK OF AFRICA est principalement caractérisé par cinq points :

- la poursuite de son développement externe,
- l'amélioration de sa structure opérationnelle,
- le lancement d'un vaste chantier visant à un meilleur contrôle de ses risques,
- le renforcement de son organisation commerciale,
- et des résultats toujours en hausse.

Le développement du Groupe BANK OF AFRICA s'est traduit en 2013 par l'ouverture d'une nouvelle banque au Togo.

Parallèlement, l'institutionnalisation du Groupe s'est poursuivie, par le renforcement des Directions Centrales qui pilotent celui-ci.

Avec la même volonté d'un pilotage plus précis, un important chantier de redéfinition de la filière Risques a été lancé en synergie avec le Groupe BMCE Bank, notre actionnaire majoritaire de référence.

Dans le même esprit, un système de gestion environnementale et sociale a été mis en place sur cette même filière.

La restructuration de notre organisation commerciale et l'implantation de notre « business model » ont été maintenus et élargis à notre clientèle entreprise et à nos filiales anglophones.

En ce qui concerne les résultats financiers, la progression notée en 2012 a perduré en 2013, comme le montrent les données suivantes.

Le volume des dépôts de clientèle atteint 3,4 milliards d'euros, augmentant ainsi de 7,2 %, grâce notamment à une augmentation du nombre de comptes qui a permis de franchir la barre des 2 millions de comptes en mai 2014.

L'encours des créances sur la clientèle s'élève à 2,5 milliards d'euros, soit une hausse de 13,4 %.

Le total bilan, avec 4,8 milliards d'euros fin 2013, connaît une évolution annuelle de 9,7 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) croît de 10,2 % et atteint 320,6 millions d'euros.

Le résultat net consolidé s'établit à 56,7 millions d'euros contre 56,2 millions d'euros en 2012, soit une hausse réduite à 1 %. Cette modeste évolution est due à une importante provision sur un seul dossier dans l'une des BOA de l'UEMOA. Si l'on neutralise cette provision, le résultat net a augmenté d'environ 16 %, traduisant ainsi plus fidèlement le dynamisme du Groupe.

L'année 2014 verra la poursuite et le renforcement de notre politique qui concilie développement et renforcement structurel comme commercial, régie par notre Plan Triennal de Développement 2013-2015, avec pour objectif final une participation toujours plus forte dans le financement des économies nationales et une intégration toujours plus concrète du citoyen africain dans la vie économique et sociale de son pays.

Je remercie l'ensemble des clients pour leur confiance, les équipes BANK OF AFRICA pour leur engagement constant, nos actionnaires pour leur soutien permanent, et en particulier notre actionnaire principal, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP S.A.

PLUS DE 30 ANS DE CROISSANCE ET D'EXPANSION

OVER 30 YEARS OF GROWTH AND EXPANSION

RÉSEAU BANCAIRE*

BANKING NETWORK*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
10 Agences régionales et 20 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets
portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK
(NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

11 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
14 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA
MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour
le développement rural.
Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences et 1 Centre d'Affaires à Antananarivo.
59 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau WU à Dakar.
10 Agences régionales et 1 bureau WU en Région.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE
INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ >
CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme
de filiale de droit kenyan, en 2004.

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales, 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd
> ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd
(EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO
BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA
(BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

8 Agences, 1 Centre d'Affaires et 5 Guichets
à Bujumbura.
12 Agences et 1 Guichet en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE
(BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

4 Agences et 1 Guichet à Djibouti.
1 Bureau de représentation à Addis Abeba en Éthiopie.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

FILIALES*

SUBSIDIARIES*

1997 **ACTIBOURSE**

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 **AÏSSA**

Siège social à Cotonou.

2002 **AGORA**

Siège social à Abidjan.

2004 **ATTICA**

Siège social à Abidjan.

2009 **BOA-ASSET MANAGEMENT**

Siège social à Abidjan.

2010 **BOA-FRANCE**

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

AUTRES STRUCTURES*

OTHER ENTITIES*

1999 **FONDATION BANK OF AFRICA**

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.

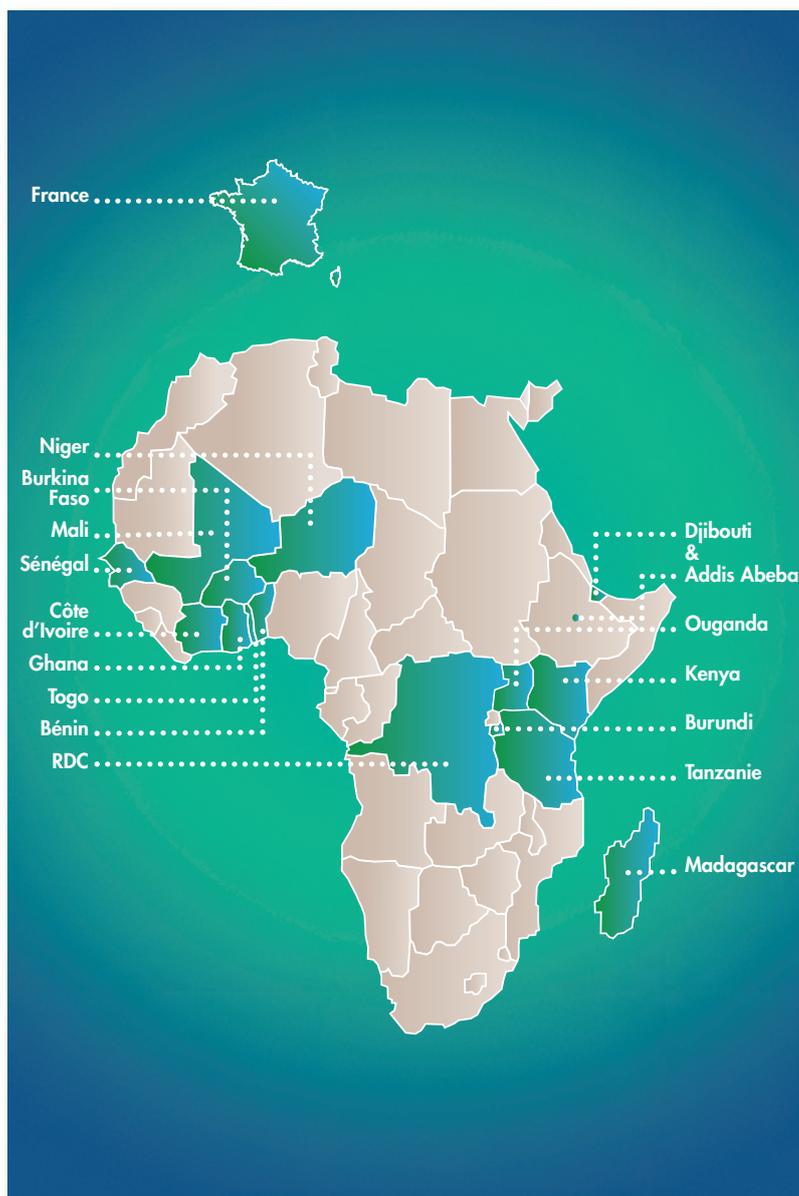
2000 **GIE GROUPE BOA**

BOA GROUP EIG

Siège social à Paris.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2014.

(*) BANK OF AFRICA Network at 31/3/2014.



Créée en	<i>Created in</i>
Intégrée au Réseau BOA	<i>Integrated into BOA Network</i>
Siège social	<i>Head Office</i>
Agence	<i>Branch</i>
Agence régionale	<i>Regional Branch</i>
Centre d'Affaires	<i>Business Centre</i>
Bureau de proximité	<i>Local Branch</i>
Bureau de liaison	<i>Liaison Office</i>
Guichet	<i>Counter</i>
Guichet portuaire	<i>Port Branch</i>
Présente dans 11 pays du Groupe.	<i>Presence in 11 countries where the Group operates.</i>

PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DES CLIENTS

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE SERVING CUSTOMERS

UN RÉSEAU PUISSANT*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 430 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 17 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 600 unités, en expansion continue.

Près de 1 800 000 comptes bancaires.

A STRONG NETWORK*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 430 dedicated operating and service support offices in 17 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 600.

Close to 1,800,000 bank accounts.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

UN PARTENAIRE BANQUIER DE RÉFÉRENCE, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

A LEADING BANKING PARTNER, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis plus de 30 ans.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for over 30 years.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

THE COMMITMENTS OF THE GROUP

- ▶ **QUALITÉ** du service offert à la clientèle
- ▶ **DYNAMISME** et disponibilité des équipes
- ▶ **SOLIDITÉ** financière
- ▶ **COHÉSION** du réseau
- ▶ **DIVERSITÉ** des financements proposés
- ▶ **EXPERTISE** en ingénierie financière
- ▶ **PUISSANCE** des partenaires

- ▶ *Quality of customer service*
- ▶ *Dynamic, accessible staff*
- ▶ *Financial solidity*
- ▶ *Cohesive network*
- ▶ *Wide range of financing solutions*
- ▶ *Expertise in financial engineering*
- ▶ *Strong partners*

CA GROUPE 2013* :

493,7

MILLIONS D'EUROS

GROUP TURNOVER 2013*:

493.7 MILLION EUROS

(*) Chiffres au 30/4/2014

(*) Figures at 30/4/2014



PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES À LA BOA-CÔTE D'IVOIRE

COMPTES

Compte Chèque
Compte Devises

ÉPARGNE

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Dépôt à Terme
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Logement

SERVICES FINANCIERS PAR MOBILE

B-Web Smart

MONÉTIQUE

Carte SÉSAME +
Carte SÉSAME ÉPARGNE
Carte VISA LIBRA
Carte VISA PROXIMA
Carte VISA Prépayée LIBCARD
Carte VISA Prépayée TUCANA

MULTIMÉDIA

B-Phone - B-SMS
B-Web

PACKAGES

Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack SALARIA

PRÊTS

Avance
Découvert Autorisé (Automatique)
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »
Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'École »
Prêt Véhicule « Prêt Ma Voiture »
Prêt Vitamine

TRANSFERTS & CHANGE

BOA Express
Change Manuel
Chèques de Voyage
Transfert Flash
Wari
Western Union



ENTREPRISES

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT



Lala MOULAYE Epse EZZEDINE

Directrice Générale
Managing Director



Khalid LYOUBI

Directeur Général Adjoint - Retail
Deputy Managing Director - Retail



Philippe MANJOTEL

Directeur Général Adjoint - Corporate
Deputy Managing Director - Corporate

© Donald KOUAKOU

LE MOT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR

Le gouvernement ivoirien s'est engagé dans plusieurs réformes structurelles afin d'assainir le climat des affaires. En effet, le pays affiche désormais un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) enviable : 9,8% en 2012 et 8,7%* en 2013. Sans oublier des indicateurs qui annoncent une forte croissance en 2014, avec en toile de fond des réformes administratives et un code d'investissement beaucoup plus attrayant que par le passé.

Au 31 décembre 2013, le volume total des ressources de la clientèle de l'ensemble des banques ivoiriennes était estimé à 4 014,1 milliards de F CFA, contre 3 584,6 milliards de F CFA l'année précédente, soit une croissance de 11,98 %. Au niveau des emplois de la clientèle le volume était estimé à 2 904,5 milliards de F CFA à fin 2013, contre 2 354,2 milliards de F CFA l'année précédente, soit une croissance de 23,37 %. En date du 31 décembre 2013, le réseau bancaire global comptait près de 650 agences, avec la présence de 24 banques commerciales opérationnelles, démontrant ainsi le dynamisme qu'affiche le secteur bancaire ivoirien.

La BOA-CÔTE D'IVOIRE n'est pas en marge de ce dynamisme et affiche à fin 2013 des résultats plus que satisfaisants.

Le total des ressources collectées auprès de la clientèle a progressé en un an de 16,1 %, avec une hausse plus significative de 36,9 % pour les comptes d'épargne, de 25,1 % pour les comptes de dépôt à terme et bons de caisse et de 7,3 % pour les comptes à vue.

Le total des engagements de la clientèle a également affiché une évolution positive de 11,7 %, en un an, avec notamment une hausse remarquable de 61,2 % des engagements par signatures.

Au niveau des comptes, la Banque affiche une forte progression de 38,5 %, en passant de 75 071 comptes en 2012 à 103 959 en 2013.

Par ailleurs, l'exercice 2013, s'est soldé par un Produit Net Bancaire (PNB) en hausse de 29,6 % pour atteindre 16,8 milliards de F CFA, avec la contribution de la marge bancaire nette de 57 %.

Ces très bonnes performances commerciales et financières ont permis de réaliser un bénéfice net de 5,1 milliards de F CFA soit une progression de 64,5 % par rapport à 2012 et d'accroître de 30,9 % la taille du total bilan pour atteindre 355,1 milliards de F CFA en 2013.

The Ivorian government has undertaken several structural reforms in order to shore up the country's business climate. Indeed, the country achieves from now an enviable growth rate of real Gross Domestic Product (GDP): 9.8% in 2012 and 8.7% in 2013. In addition, indicators point to strong growth in 2014, against a backdrop of administrative reforms and an investment code that is far more attractive than in the past.*

As of 31 December 2013, total customer deposits in all Ivorian banks rose by 11.98% to an estimated CFAF 4,014.1 billion vs. CFAF 3,584.6 billion the previous year. Customer loan volumes rose by 23.37%, to an estimated at CFAF 2,904.5 billion at end-2013, vs. CFAF 2,354.2 billion the previous year. As of 31 December 2013, there were a total of almost 650 branches and 24 operating commercial banks, thus reflecting the strength of the Ivorian banking sector.

BOA-CÔTE D'IVOIRE has taken part in this trend, with end-2013 results that are more than satisfactory.

Total customer deposits rose by 16.1% year-on-year, with greater increases of 36.9% in savings accounts, 25.1% in term deposit accounts and certificate of deposit, and 7.3% in demand deposits.

Total customer loans also expanded by 11.7% year-on-year, including a remarkable 61.2% increase in off-balance sheet commitments.

The Bank's number of accounts rose sharply, by 38.5%, from 75,071 in 2012 to 103,959 in 2013.

Fiscal year 2013 ended with Net Banking Income (NBI) up by 29.6% to CFAF 16.8 billion, driven by a 57% net banking margin.

These very strong commercial and financial performances led to net income of CFAF 5.1 billion, up 64.5% vs. 2012 and to a 30.9% increase in total assets to CFAF 355.1 billion in 2013.

The BOA-CÔTE D'IVOIRE share ended 2013 at CFAF 64,500, up 74.32% on the year and 180.4% since its first trading day, on 7 April 2010.

L'action BOA-CÔTE D'IVOIRE a terminé l'année 2013 avec une cotation de 64 500 F CFA, soit une augmentation annuelle de 74,32 % et de 180,4 % par rapport au 1^{er} jour de son entrée en bourse qui a eu lieu le 7 avril 2010.

Au delà des données financières, l'année 2013 a été marquée par plusieurs aspects qualitatifs, à savoir :

- La réorganisation profonde de la Banque avec la création de 2 Directions Générales Adjointes : l'une chargée du pôle Banque Corporate et l'autre chargée du pôle Banque Retail.
- L'extension du réseau de la Banque avec l'inauguration en juin 2013 du premier Centre d'Affaires (CAF) entièrement dédié à la clientèle des entreprises et l'ouverture d'une agence en plein cœur de la commune d'Abobo en octobre 2013. Plusieurs sites d'implantation ont été ciblés dans les quartiers d'Abidjan et dans des villes phares de l'intérieur du pays. Les ouvertures d'agences devraient se concrétiser d'ici fin 2014 avec un apport d'au moins 10 agences.
- L'élargissement de la gamme de produits et services avec le lancement de 2 cartes prépayées VISA : les cartes « TUCANA » et « LIBCARD » ; le nouveau Prêt Automobile, le « Prêt Ma Voiture » pour l'acquisition d'une voiture neuve et le nouveau service de banque en ligne « B-Web Smart ».
- La poursuite de la maîtrise des coûts des ressources et de celle des risques, particulièrement au niveau des impayés, un des principaux axes stratégique du Plan Triennal de Développement (PTD) 2013-2015.
- La formation des équipes commerciales, en particulier celle des Directeurs d'agences et des Chargés d'affaires.

La BOA-CÔTE D'IVOIRE poursuit également ses actions citoyennes à travers le financement de l'économie ivoirienne avec la signature d'une convention de prêt à moyen terme d'un montant de 30 milliards de F CFA accordé à l'État de Côte d'Ivoire, syndiqué avec le Groupe BANK OF AFRICA, destiné au financement des infrastructures dans le nord du pays. Cet accompagnement se poursuivra en 2014.

Pour terminer, nous réitérons, au nom de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE nos sincères remerciements à l'endroit de nos actionnaires, du personnel et de nos clients avec qui nous réussissons le pari du développement de notre institution.

Lala MOULAYE Epse EZZEDINE

Directrice Générale

In addition to financial metrics, 2013 featured several qualitative aspects, i.e.:

- *an in-depth reorganisation of the Bank with the creation of two Deputy Managing Directors, one in charge of Corporate banking and the other in charge of Retail banking.*
- *the extension of the Bank's branch network with the June 2013 opening of the first Business Centre fully dedicated to corporate customers and the opening of a branch in central Abobo in October 2013. Several sites have been targeted for branches in Abidjan neighbourhoods and other leading Ivorian cities. At least 10 new branches are expected to open by the end of 2014.*
- *the extension in the line of products and services with the launch of two VISA prepaid cards, the "TUCANA" and "LIBCARD" cards, the "Prêt Ma Voiture" new car loan, and the new "B-Web Smart" online banking service.*
- *further efforts to control the cost of resources and to manage risks, particularly in delinquent payments, which is one of the main strategic channels of the 2013-2015 Three-Year-Development Plan.*
- *training of sales & marketing teams, in particular branch Managers and customer account Managers.*

BOA-CÔTE D'IVOIRE is also continuing its Corporate Social Responsibility initiatives by financing the Ivorian economy with the signing of a medium-term loan agreement of CFAF 30 billion to the Ivorian state, syndicated with the BANK OF AFRICA Group and meant for funding infra-structures in the northern part of the country. This effort will continue in 2014.

In conclusion, on behalf of BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE we reiterate our heartfelt thanks to all our shareholders, personnel and our customers, with whom we are succeeding in our efforts to develop our institution.

Lala MOULAYE-EZZEDINE

Managing Director

FAITS MARQUANTS 2013

HIGHLIGHTS 2013

AVRIL

Lancement du produit « Prêt Ma Voiture ».

MAI

Lancement de la carte prépayée VISA TUCANA et du produit « B-Web Smart », service Internet mobile, qui permet de réaliser des opérations bancaires via un smartphone.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe, à Dakar, au Sénégal.

JUIN

Ouverture officielle d'un Centre d'Affaires, au siège de la Banque.

SEPTEMBRE

Participation de la BOA-CÔTE D'IVOIRE aux Journées Économiques et Industrielles du Maroc en Côte d'Ivoire.

OCTOBRE

Ouverture de l'Agence d'Abobo, dans la commune du même nom située au nord d'Abidjan.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Administrateurs du Groupe, à Fès, au Maroc.

NOVEMBRE

Signature pour la mise en place d'un prêt à moyen terme d'un montant de 30 milliards de F CFA à l'État de Côte d'Ivoire, syndiqué avec le Groupe BANK OF AFRICA et destiné au financement des infrastructures dans le Nord du pays.

DÉCEMBRE

Signature d'une convention entre la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la SFI pour le financement et l'assistance aux clients PME de la Banque, avec une enveloppe garantie par la SFI de 2 millions de US\$.

Dépassement du seuil de 235 milliards de F CFA de dépôts de la clientèle et de celui des 100 000 comptes.

APRIL

Launch of "Prêt Ma Voiture" product.

MAY

Launch of the VISA TUCANA prepaid card and "B-Web Smart", a mobile Internet service that can be used for bank transactions via smartphone.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA network management meetings, in Dakar, Senegal.

JUNE

Official opening of a Business Centre, at the Bank's headquarters.

SEPTEMBER

BOA-CÔTE D'IVOIRE takes part in the Moroccan Economic and Industrial Days in Côte d'Ivoire.

OCTOBER

Opening of the Abobo Branch, in the district of the same name, located north of Abidjan.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Fes, Morocco.

NOVEMBER

Signing of a CFAF 30 billion medium-term loan agreement with the Côte d'Ivoire State, syndicated with the BANK OF AFRICA Group and meant for infrastructure financing in the northern part of the country.

DECEMBER

Signing of an agreement between BOA-CÔTE D'IVOIRE and SFI for financing and assistance of the Bank's SME customers, with US\$ 2 billion budget guaranteed by SFI.

CFAF 235 billion in customer deposits and 100,000 accounts surpassed.



CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2013

KEY FIGURES ON 31/12/2013

ACTIVITÉ / ACTIVITY

Dépôts clientèle*
Deposits* 237 119

Créances clientèle*
Loans* 155 303

RÉSULTAT / INCOME

Produit Net Bancaire*
Net operating income* 16 836

Charges de fonctionnement*
Operating expenses* 8 663

Résultat Brut d'Exploitation*
Gross operating profit* 7 068

Résultat Net*
Net income* 5 051

Coefficient d'Exploitation (%)
Operating ratio (%) 58.02

STRUCTURE / STRUCTURE

Fonds Propres après répartition*
Shareholders' equity after distribution* 18 558

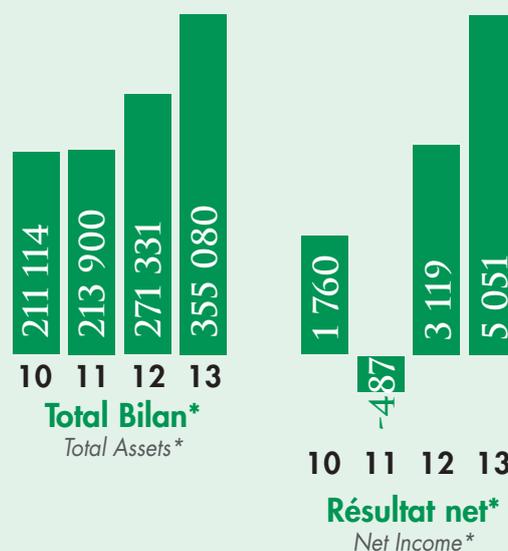
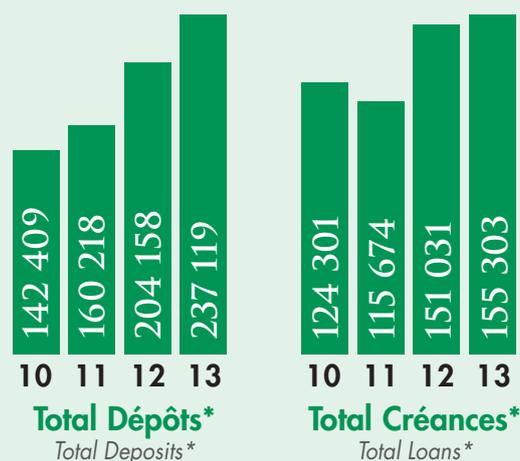
Fonds Propres / Total Bilan (%)
Shareholders' equity / Total assets (%) 5.53

Effectif moyen pendant l'exercice
Average number of employees 260

Total Bilan* / Total Assets*
355 080

ÉVOLUTION DE 2010 À 2013

EVOLUTION FROM 2010 TO 2013



Cocktail d'inauguration
du Centre d'Affaires de la BOA-CÔTE D'IVOIRE.

The inauguration reception
of the BOA-CÔTE D'IVOIRE's Business Centre.

Signature de la convention d'assistance entre
la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE.

Signing of the assistance agreement between
BOA-CÔTE D'IVOIRE and INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION.

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

En 2013, la BANK OF AFRICA – CÔTE D’IVOIRE (BOA-CÔTE D’IVOIRE) a principalement orienté son action citoyenne vers les domaines social et économique.

- Activités sociales de la Banque et du bureau local de la Fondation BANK OF AFRICA au niveau de la Santé et de l’Éducation.
- Participation au financement des Petites et Moyennes Entreprises de Côte d’Ivoire avec le soutien de la Société Financière Internationale (SFI).
- Participation au développement du pays par le financement de l’État de Côte d’Ivoire.

SOCIAL

Participation à la 6^e Édition du Marathon International BOA de Bamako par le financement du déplacement d’une délégation.

Contribution financière d’un montant de 20 millions de F CFA au 20^e Tour Cycliste de Côte d’Ivoire, « Tour de la réconciliation », avec le sponsoring du Maillot Vert et de l’étape de la course contre la montre Bouaké - Sakassou.



« TOUR DE LA RÉCONCILIATION »

- ▲ Le Maillot Vert BOA au départ de l’étape de la course contre la montre Bouaké - Sakassou.
- ▲ Les officiels autour du vainqueur du 20^e Tour Cycliste de Côte d’Ivoire, Cissé ISSIAKA.

MARATHON INTERNATIONAL BOA

- ▶ Les coureurs. À gauche un athlète de Côte d’Ivoire.
- ◀ Remise de prix à Konan Severin N'DRI, Côte d’Ivoire, par le Secrétaire Général du Groupe BOA.

ACTIONS DE LA FONDATION BOA

En collaboration avec la BOA-CÔTE D'IVOIRE, la Fondation BOA a réalisé les actions suivantes :

Remise des clefs de 45 salles de classes, de bureaux et de latrines réhabilitées dans plusieurs écoles primaires à Abidjan et à l'intérieur du pays, notamment dans les départements de Divo, Abengourou, Bongouanou et San-Pedro. Le montant total de cette action s'élève à 400 millions de F CFA.

Participation financière et dons en nature à plusieurs ONG notamment :

- À l'arbre de Noël des enfants orphelins et enfants vulnérables du fait du VIH SIDA du Centre SICAR de l'ONG le Carmel à Port-Bouet (Abidjan).

- À l'arbre de Noël pour les enfants orphelins du fait du VIH SIDA au Centre Hospitalier Universitaire de Treichville en partenariat avec l'Organisation Humanitaire d'Aide à la Santé en Afrique (OHASA).



▲ Cérémonie de remise des clés
de l'École Primaire Publique Abronamoue d'Abengourou.
▼ Arbre de Noël au Centre SICAR de l'ONG le Carmel.



ÉCONOMIQUE

Participation au développement du pays par le financement de l'État de Côte d'Ivoire.

Signature pour la mise en place d'un prêt à moyen terme d'un montant de 30 milliards de F CFA accordé à l'État de Côte d'Ivoire, syndiqué avec le Groupe BOA, destiné au financement des infrastructures dans le Nord du pays.

Signature, le 06 décembre 2013, d'un accord entre la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la Société Financière Internationale (SFI). Cet accord repose sur la garantie de la SFI d'une enveloppe de 2 millions de dollars consentie à la BOA-CÔTE D'IVOIRE pour le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) en Côte d'Ivoire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION & CAPITAL

BOARD OF DIRECTORS & CAPITAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD OF DIRECTORS

Au 14 février 2014, le Conseil d'Administration, de 8 membres, est composé comme suit :

At 14th February 2014, the Board of Directors comprised the following 8 members:

Léon NAKA, Président / *Chairman*

Mohamed BENNANI

Mamoun BELGHITI

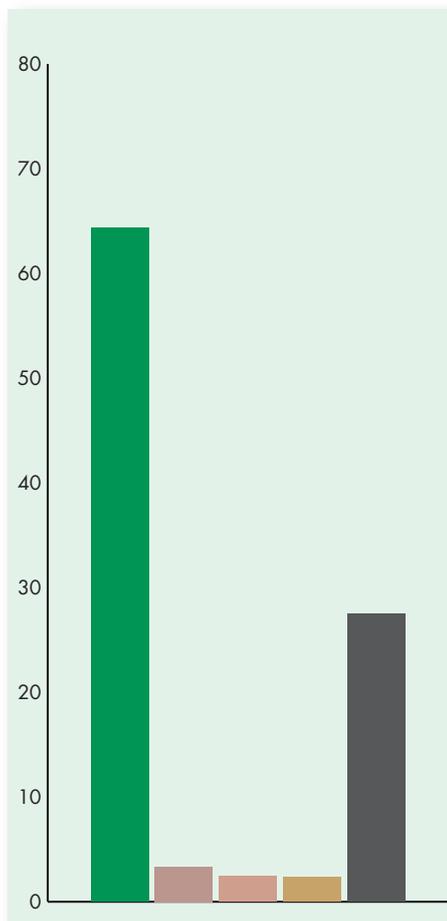
BOA-BÉNIN représentée par
represented by Benoît MAFFON

BOA WEST AFRICA représentée par
represented by Mamadou KA

Ousmane DAOU

Tiémoko KOFFI

Abderrazzak ZEBDANI



CAPITAL

Au 14 février 2014, la composition du capital s'établit comme suit :

At 14th February 2014, the Bank's capital was held as follows:

64.36% BOA WEST AFRICA

3.34% ATTICA S.A.

2.47% AGORA HOLDING

2.35% BANK OF AFRICA – BÉNIN

27.48% AUTRES ACTIONNAIRES
OTHER SHAREHOLDERS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS



Léon NAKA

Président du Conseil d'Administration
Chairman of the Board of Directors

CHIFFRES CLÉS DE LA CÔTE D'IVOIRE EN 2013 2013 CÔTE D'IVOIRE KEY FIGURES

Superficie (milliers de Km ²)	322.5	Area (thousand Km ²)
Population (millions d'habitants)	20.32	Population (million inhabitants)
PIB (USD milliards)	30.91	GDP (USD billions)
PIB/HAB (USD)	1 521	GDP Per capita (USD)
Nombre de banques	24	Number of banks

Estimations au 31/12/2013 / As at 31/12/2013

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 10 AVRIL 2014

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2013

L'économie mondiale s'est améliorée au second semestre 2013. Dans les pays émergents, le rebond des exportations a été le principal moteur du regain d'activité, tandis que la demande intérieure est généralement restée modérée, sauf en Chine. À fin 2013, la croissance mondiale devrait s'établir autour de 3 %.

Dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'année 2013 est marquée par la normalisation de la situation socio-politique au Mali et en Guinée-Bissau et par la forte reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire. Dans ce contexte, l'économie au sein de l'Union devrait enregistrer un taux de croissance de 6,5 % en 2013 contre 5,8 % en 2012. Cette accélération de la croissance est liée au redressement de la production agricole, à l'essor des activités extractives et à l'accroissement des investissements publics.

Au niveau du marché boursier de l'UEMOA, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est passée de la cotation en « fixing » à la cotation en « continu » depuis le 16 septembre 2013. Son activité connaît une bonne orientation en 2013, en rapport avec le regain d'activité en Côte d'Ivoire. Les indices « BRVM 10 » et « BRVM composite » ont enregistré à fin 2013 une hausse respective de 34 % et de 39 % par rapport à fin 2012, pour s'afficher respectivement à 246 points et 232 points. Cette bonne performance traduit la confiance des investisseurs régionaux et internationaux, en raison de l'amélioration des perspectives économiques au sein de l'UEMOA et du fort potentiel de croissance des sociétés cotées.

Tous les secteurs ont bénéficié du relèvement du cours des actifs à l'exception de ceux du secteur agricole. Ainsi, **le cours de l'action de la BOA-CÔTE D'IVOIRE** a enregistré une belle performance, avec une hausse de 74,3 % par rapport à fin 2012, pour atteindre **64 500 F CFA** au 31 décembre 2013.

Au plan national, l'activité économique continue de se consolider, bénéficiant du renforcement de la stabilité politique.

↑ PIB + 9 %

Par ailleurs, les mesures prises par le Gouvernement pour accélérer les grands travaux inscrits au Plan National de Développement (PND 2012-2015), la poursuite des réformes visant à améliorer le climat des affaires ainsi que le renforcement du cadre macroéconomique ont permis de retrouver la confiance des opérateurs économiques nationaux et des partenaires internationaux. Sur cette base et au regard des réalisations à fin novembre 2013, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) projeté à 9 % à fin 2013 devrait être atteint.

À fin novembre 2013, l'activité du **secteur primaire** enregistre des évolutions contrastées de ses composantes. Elle est en progression, soutenue par la bonne tenue de l'anacarde (12,0 %),

du cacao (2,0 %), du caoutchouc (6,6 %) et du coton graine (31,2 %), tandis que le café (- 14,6 %), l'ananas (- 10,6 %), l'huile de palme (- 6,6 %) sont en retrait. L'accroissement de la production de cacao fève s'explique par l'entrée en exploitation de nouvelles variétés à rendement élevé, développées dans le cadre du programme Qualité-Quantité et Croissance (2QC).



Le stand BOA à la 17^e Conférence Annuelle de l'African Securities Exchanges Association (ASEA).

BOA's stand at the 17th Annual Conference of the African Securities Exchanges Association (ASEA).

Dans le domaine minier, les productions du gaz naturel et de l'or brut sont respectivement en hausse de 20,6 % et de 5,5 % à fin novembre 2013. L'augmentation du gaz naturel est le résultat des investissements réalisés qui ont permis de répondre à la demande croissante de gaz des centrales thermiques pour la production d'électricité. À l'opposé, la production de pétrole brut continue de baisser (- 12,8 %), suite au déclin naturel des différents champs pétroliers.

Concernant **le secteur secondaire**, l'activité industrielle hors extraction progresse de 5,7 % à fin octobre 2013, sous l'impulsion des branches « Fabrication de meubles et activités de fabrication non classées ailleurs » (21 %), « Fabrication de produits en caoutchouc » (43,4 %) et « Production et distribution d'électricité » (10,5 %). La branche « Fabrication de produits alimentaires et boissons » augmente également mais modérément (1,4 %).

Le secteur tertiaire se maintient en hausse à fin novembre 2013, en liaison avec le regain d'activité des branches « Commerce de détail » (14,4 %) et « Transport » qui enregistre, au niveau du trafic aérien, une progression significative (23,3 %) portée par la pleine activité des compagnies « AIR CÔTE D'IVOIRE » et « CORSAIR » et par la redynamisation du trafic de « AIR FRANCE ».

Au niveau du transport maritime, une augmentation de 2,1 % du trafic global est enregistrée, grâce à une forte hausse du trafic au port autonome de San-Pedro (37,9 %) ; l'activité au port autonome d'Abidjan étant en recul de 3 %.

Les échanges extérieurs à fin novembre 2013 se caractérisent par un accroissement en valeur des exportations et des importations, respectivement de 8 % et 2,8 %, avec une amélioration des termes de l'échange de 3,2 %.



Présentation des produits et services de la BOA-CÔTE D'IVOIRE lors de la 1^{ère} édition des Journées Économiques et Industrielles du Maroc, à Abidjan.

Presentation of BOA-CÔTE D'IVOIRE's products and services at the 1st edition of the Moroccan Economic and Industrial Days, in Abidjan.

L'amélioration des exportations provient, à la fois, des produits primaires (9,9 %) et des produits transformés (5,7 %). Quant aux importations, la hausse est impulsée par l'évolution des biens d'équipement (16,5 %) et des biens intermédiaires (3,2 %) ; les biens de consommation étant en baisse de 2,8 % en raison notamment du recul du riz importé (- 31,9 %), avec la mise en œuvre du projet de développement du riz en Côte d'Ivoire.

L'excédent commercial ressort à 823,9 milliards F CFA, en progression de 271,6 milliards par rapport à fin novembre 2012.

L'évolution des agrégats monétaires à fin novembre 2013, est marquée par un accroissement de la masse monétaire de 12 %, un recul des avoirs extérieurs nets de 6,9 %, une dégradation de la Position Nette du Gouvernement de 20,7 % et une poursuite du redressement du crédit net à l'économie de 21,3 %. La hausse du crédit net à l'économie est attribuable aux crédits ordinaires de court terme octroyés aux entreprises et aux ménages (19,2 % ; 258,3 milliards de F CFA), aux crédits à moyen et long termes (25,7 % ; 191,9 milliards de F CFA) alloués aux entreprises ainsi qu'aux crédits de campagne (17,1 % ; 21,5 milliards de F CFA).

Au titre des perspectives, l'année 2014 devrait confirmer la poursuite de la forte dynamique de croissance économique engagée depuis 2012, conformément au Plan National de Développement (PND). Le taux de croissance attendu est de 10 %, avec le maintien de l'inflation en dessous du seuil communautaire de 3 %. L'activité économique bénéficiera de la normalisation de la situation sociopolitique et sécuritaire, ainsi que du plein effet des réformes structurelles mises en œuvre, notamment au titre de l'amélioration du climat des affaires.

↑ BILAN + 30,9 %

L'année 2013 a été très satisfaisante pour la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE, au regard des bons résultats dégagés par son activité. En effet, la Banque continue de réaliser de bonnes performances aussi bien sur le plan commercial que financier. Les objectifs ambitieux fixés en termes de ressources de la clientèle ont été dépassés de 7,8 % grâce à l'effort conjugué des équipes du Retail et du Corporate. Ce qui a permis à la Banque d'accroître à hauteur de 30,9 % la taille de son bilan pour atteindre 355,1 milliards de F CFA en 2013.

Le total des dépôts de la clientèle connaît une progression significative de 16,1 % pour s'établir à 237,1 milliards de F CFA au 31 décembre 2013 contre 204,2 milliards de F CFA un an plus tôt. Au niveau des comptes, la Banque affiche une forte progression de 38,5 %, en passant de 75 071 comptes en 2012 à 103 959 en 2013 ; et ce, malgré l'ouverture d'une seule agence au cours de l'année 2013.



Animation commerciale lors de l'ouverture de la nouvelle Agence d'Abobo.
Active marketing at the opening of the new Abobo Branch.



Animation commerciale sur le stand BOA à l'École Normale Supérieure (ENS) d'Abidjan.
Active marketing at the BOA stand at the École Normale Supérieure (ENS) of Abidjan.

Les comptes à vue, composés de comptes chèques particuliers et de comptes courants entreprises, totalisent 117,9 milliards F CFA de dépôts à fin 2013, en hausse de 7,3 % par rapport à l'exercice précédent et en dépassement de 6,3 % du budget. La stratégie de collecte des dépôts non rémunérés menée par l'ensemble du réseau d'agences s'avère payante. Les campagnes des prêts scolaires, des dépôts et des produits « Packs » (« Pack FONXIONARIA », « Pack SALARIA » et « Pack MON BUSINESS ») ont eu un impact positif sur les réalisations. Par ailleurs, l'ouverture du Centre d'Affaires (CAF) a permis de consolider les assises de la Banque au niveau de sa clientèle Corporate. Ainsi, les dépôts à vue des particuliers ont progressé de 41,1 % et ceux des entreprises de 0,4 % entre décembre 2012 et décembre 2013.

Les comptes Épargne sont au nombre de 71 058 en 2013, en augmentation de 42,3 % par rapport à 2012. Ils mobilisent au total 24,1 milliards de F CFA en 2013 contre 17,6 milliards de F CFA en 2012. Ils représentent 10,2 % des dépôts globaux de la Banque. Ces réalisations résultent de l'évolution satisfaisante des nouveaux produits d'épargne tels que le « Plan Épargne Logement » (PEL), le « Plan Épargne Ambition » et les comptes épargnes associés aux produits « Pack ».

Les comptes à terme et bons de caisse enregistrent 91,7 milliards de F CFA de dépôts stables, dont 3,7 % de bons de caisse, à fin 2013. Ils sont en hausse de 25,1 % par rapport à 2012. Cette hausse est relativement moins importante que celle de l'année précédente, soit 40,1 %. En effet une nouvelle grille de taux de rémunération est appliquée depuis le 1^{er} novembre 2013, afin de maîtriser progressivement les charges liées au coût des ressources.

L'activité de crédit s'est déroulée dans un contexte socio-politique et sécuritaire normalisé et un environnement des affaires en amélioration ; le pouvoir d'achat demeurant toutefois une attente majeure à satisfaire. Ainsi, le total des engagements au 31 décembre 2013 a progressé de 11,7 % par rapport à fin 2012 pour atteindre 198,9 milliards de F CFA. Cette progression résulte principalement de la hausse significative des engagements par signature.

Les engagements en trésorerie constituent, au 31 décembre 2013, 78 % du total des engagements. Ils se chiffrent à 155,3 milliards de F CFA, en hausse de 2,8 % par rapport à fin 2012, impulsée par l'accroissement remarquable des Crédits de campagne (562,8 %, soit 9,6 milliards de F CFA).

Les engagements par signature enregistrent une forte progression de 61,2 % par rapport à fin 2012, atteignant 43,6 milliards de F CFA au 31 décembre 2013. Cette évolution est principalement liée à la mise en œuvre des programmes de réhabilitation et de reconstruction des infrastructures publiques, notamment les grands travaux de construction du troisième pont et d'extension de l'Autoroute du Nord, l'amélioration et la modernisation des infrastructures du Port Autonome d'Abidjan.

Au niveau des **produits d'exploitation**, un accroissement de 25,6 % est enregistré, passant de 20,9 milliards de F CFA en 2012 à 26,3 milliards de F CFA en 2013. Ces produits sont générés par les crédits et les opérations avec la clientèle respectivement à hauteur de 65 % et 30 %. En effet, les intérêts sur les crédits directs s'élèvent à 13,1 milliards de F CFA, en augmentation de 13,5 % par rapport à 2012. Les produits de commissions se chiffrent à 5,8 milliards de F CFA en 2013, en hausse de 14,6 % par rapport à 2012. Les revenus des titres de placement, quant à eux, enregistrent une hausse significative de 80,7 % pour atteindre 4,1 milliards de F CFA, grâce aux revenus générés par les emprunts Trésor Public de Côte d'Ivoire (TPCI).

Les charges d'exploitation totalisent 19,2 milliards de F CFA en 2013 contre 16,3 milliards de F CFA en 2012, soit une hausse de 17,8 %. Cette évolution est essentiellement liée à l'augmentation des charges bancaires et des frais généraux, respectivement de 19,1 % et de 14,4 %.



Mme MOULAYE Epse EZZEDINE,
DG de la BOA-CÔTE D'IVOIRE,
et Mme Niale KABA, Ministre Déléguée auprès
du Premier Ministre chargée de l'Économie
et des Finances, visitent le Centre d'Affaires.
*Mrs MOULAYE-EZZEDINE, Managing Director
of BOA-CÔTE D'IVOIRE, and Mrs Niale KABA,
Deputy Minister to the Prime Minister in charge of the
Economy and Finances, visit the Business Centre.*



L'enseigne principale du Centre d'Affaires de la BOA-CÔTE D'IVOIRE à Abidjan.

Main sign outside the BOA-CÔTE D'IVOIRE Business Centre in Abidjan.

Les charges bancaires s'élèvent à 9,4 milliards de F CFA en 2013 contre 7,9 milliards de F CFA en 2012. La hausse de 19,1 % constatée, est principalement liée à l'alourdissement du coût de rémunération des ressources de la clientèle, passant de 4,7 milliards de F CFA en 2012 à 6,2 milliards de F CFA en 2013. La progression de ce dernier au-delà des prévisions budgétaires s'explique essentiellement par l'effet volume, mais aussi par un renchérissement des taux créditeurs ; le taux moyen s'affichant à 2,8 % en 2013 contre 2,51 % en 2012.

Le total des charges directes d'exploitation s'établit à 8,7 milliards de F CFA, en hausse de 1,2 milliard de F CFA, soit 16,5 % par rapport à l'exercice précédent. Cela se justifie d'une part, par le renforcement des effectifs et les augmentations de salaires allant de 4 % à 12 % du fait des différentes nominations dans le cadre de la réorganisation de la Banque en 2013, et d'autre part, par la hausse des frais sur immeubles et des charges liées aux travaux et fournitures extérieurs. L'ensemble de ces charges reste toutefois contenu dans l'enveloppe budgétaire.

↑ PNB + 29,6 %

Le Produit Net Bancaire s'est amélioré de 29,6 % pour atteindre 16,8 milliards de F CFA en 2013, avec la contribution de la marge bancaire nette à hauteur de 57 %. Il en ressort un **Résultat Brut d'Exploitation** de 7,1 milliards de F CFA, en forte progression de 53,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Ces bonnes performances ont permis à la Banque de réaliser un **bénéfice net** de 5,1 milliards de F CFA contre 3,6 milliards prévus au budget 2013.

Ces réalisations encourageantes devraient se poursuivre **en 2014**. En effet, la Banque prévoit d'étendre son réseau d'au moins dix (10) agences, principalement sur la ville d'Abidjan. Cette stratégie de développement de la part de marché en nombre de guichets devrait permettre d'accroître le nombre de comptes et les dépôts de la clientèle.

Par ailleurs, la montée en puissance du Centre d'Affaires (avec notamment une application améliorée des pratiques commerciales gagnantes) devrait permettre à la filière Corporate de conquérir des parts de marché.

Enfin, la BOA-CÔTE D'IVOIRE a fait l'objet, au cours du mois d'octobre 2013, d'une mission de vérification de la commission bancaire de l'UMOA. Les résultats de ce contrôle qui a porté sur la situation comptable arrêtée au 30 juin 2013, ont été transmis à la Banque courant février 2014. L'examen des conclusions de ce rapport est toujours en cours. ■

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 10 APRIL 2014

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2013

The global economy improved in the second half of 2013. In emerging economies, the upturn in economic growth was driven mainly by the rebound in exports, while domestic demand was generally moderate, except in China. Global growth is expected to stabilise at about 3% by the end of 2013.

In the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU), 2013 featured the normalisation of the socio-political situation in Mali and Guinea-Bissau and a sharp upturn in economic activity in Côte d'Ivoire. Against this backdrop, the WAEMU economy is expected to expand by 6.5% in 2013 vs. 5.8% in 2012. This acceleration in growth is being driven by agricultural output, the boom in extractive activities, and the expansion in public investment.

On the WAEMU's equity market, the Regional Stock Exchange (BRVM) switched from auction-based quotation to continuous quotation on 16 September 2013. Activity was strong in 2013, driven by the economic upturn in Côte d'Ivoire. The BRVM 10 and BRVM composite indices rose by 34% and 39% respectively, in 2013, to 246 points and 232 points. This good performance reflects the confidence of regional and international investors, due to the improvement in economic outlook within the WAEMU and the strong growth potential of listed companies. All sectors' shares rose with the exception of agricultural stocks. **BOA-CÔTE D'IVOIRE's shares,** for example, surged by 74.3% on the year, to **CFAF 64,500** at 31 December 2013.

Nationally, economic activity continues to consolidate, driven by a more stable political environment.

The confidence of national economic actors and international partners was restored by government measures to accelerate the major projects under the National Development Plan (2012-2015 PND), further reforms to improve the business climate, and a shored up macroeconomic framework. On this basis and given performances up to late November 2013, the 9% targeted growth in Gross Domestic Product (GDP) for 2013 should be achieved.

As of end of November 2013, activity trends in the **primary sector** varied from one component to the next. The sector expanded, driven by strong performances in cashew nuts (12.0%), cacao (2.0%), rubber (6.6%) and cottonseed (31.2%), while coffee (-14.6%), pineapples (-10.6%), palm oil (-6.6%) were down. Production in cacao expanded with the entry into production of new high-yielding varieties developed under the "2QC" (Quality-Quantity and Growth) programme.

In extractive industries, natural gas output and gold rose respectively by 20.6% and 5.5% to the end of November 2013. Natural gas production increased after investments to meet growing demand for natural gas for power plants. In contrast, crude oil output continues to shrink (-12.8%), due to the natural decline in oil fields.



Discours de M. Mohamed BENNANI, PDG de BOA GROUP et allocution de M. Michel SEKA, Directeur du Centre d'Affaires, lors de l'inauguration officielle du Centre d'Affaires, à Abidjan, en juin 2013.

Speech by Mr Mohamed BENNANI, CEO of BOA GROUP, and remarks by Mr Michel SEKA, Director of the Business Centre, during the official inauguration of the Business Centre, in Abidjan, June 2013.

FINANCIAL STATEMENTS AND BALANCE SHEET ANALYSIS FOR FISCAL YEAR 2013

In the secondary sector, non-mining industrial activity expanded by 5.7% to the end of October 2013, driven by "Manufacture of furniture and manufacturing activities not classified elsewhere" (21%), "Rubber products manufacturing" (43.4%) and "Electricity generation and distribution" (10.5%). "Manufacture of foodstuffs and beverages" also expanded, but more moderately (1.4%).

The tertiary sector continued to expand as of November 2013, driven by an upturn in retail trade (14.4%) and transport, including a significant expansion in the air transport sector (23.3%), with strong performances by AIR CÔTE D'IVOIRE and CORSAIR and an upturn in traffic at AIR FRANCE.

In maritime transport, overall traffic expanded by 2.1%, thanks to a sharp increase in traffic at the Autonomous Port of San-Pedro (37.9%), while activity shrank by 3% at the Autonomous Port of Abidjan.

External trade to the end of November 2013 featured an increase in the value of exports and imports, respectively of 8% and 2.8%, with a 3.2% improvement in terms of trade.

Improvement in exports was driven by both primary goods (9.9%) and processed goods (5.7%). The increase in imports was driven by an expansion in capital goods (16.5%) and intermediate goods (3.2%); consumer goods fell by 2.8%, due mainly to the decline in imported rice (-31.9%), with the implementing of the rice development project in Côte d'Ivoire.

The trade surplus came to CFAF 823.9 billion, up CFAF 271.6 billion vs. end-November 2012.

Monetary aggregates to the end of November 2013 featured a 12% expansion in money supply, a 6.9% decline in net foreign assets, a 20.7% worsening in the government's net position, and a further 21.3% expansion in domestic credit. The increase in net lending to the domestic economy was driven by ordinary short-term loans to companies and households (19.2%; CFAF 258.3 billion), medium- and long-term loans (25.7%; CFAF 191.9 billion) to companies, and agricultural loans (17.1%; CFAF 21.5 billion).

Regarding the 2014 outlook economic growth is likely to remain strong as it has been since 2012, in accordance with the National Development Plan (PND). Growth is expected at 10%, with inflation being kept under the WAEMU threshold of 3%. Economic activity will benefit from the normalisation of the socio-political and security situation, as well as the full impact of the structural reforms that have been implemented, particularly with an improvement in the business climate.

2013 was a very good year for BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE, with strong operating results. The Bank continues to do well both commercially and financially. The ambitious targets for customer deposits were surpassed by 7.8%, thanks to the combined efforts of the Retail and Corporate teams. This allowed the Bank to expand its balance sheet assets by 30.9% to CFAF 355.1 billion in 2013.

Total customer deposits rose significantly by 16.1% to CFAF 237.1 billion at 31 December 2013 vs. CFAF 204.2 billion one year earlier. The number of accounts surged by 38.5%, from 75,071 accounts to 2012 to 103,959 in 2013, despite the opening of just one new branch in 2013.

Demand deposits, composed of retail checking accounts and business current accounts, totalled CFAF 117.9 billion at end-2013, up 7.3% from one year earlier and 6.3% above the budget. The strategy of non-remunerated deposit collection throughout the entire branch network paid off. The school loan, deposits, and "Packs" ("Pack FONXIONARIA", "Pack SALARIA" and "Pack MON BUSINESS") campaigns had a positive impact on performances. Meanwhile, the opening of a Business Centre helped consolidate the Bank's corporate customer base. Demand deposits in retail accounts expanded by 41.1% and those of businesses by 0.4% between December 2012 and December 2013.

Savings accounts expanded by 42.3% to 71,058 in 2013, with a total of CFAF 24.1 billion in 2013 vs. CFAF 17.6 billion in 2012. They accounted for 10.2% of the Bank's total deposits. These performances are due to the strong showing by new savings products such as the "Plan Épargne Logement" (home-acquisition savings plan), the "Plan Épargne Ambition" (a savings account) and the savings accounts related to "Pack" products.

Term accounts and cash vouchers come to CFAF 91.7 billion in stable deposits, 3.7% of which were cash vouchers, at the end of 2013. They rose by 25.1% vs. 2012, a smaller increase than the 40.1% figure of the previous year, due to a new remuneration grid put through on 1 November 2013 to gradually bring the cost of resources under control.

Credit activity unfolded against a socio-political and security backdrop that has returned to normal and an improving business environment; however, expectations are still high for an improvement in purchasing power. Total outstanding loans at 31 December 2013 thus rose by 11.7% year-on-year to CFAF 198.9 billion, driven mainly by the significant increase in off-balance sheet liabilities.

Cash commitments accounted for 78% of total commitments as of 31 December 2013. They rose by 2.8% on the year to CFAF 155.3 billion, driven by the remarkable surge in agricultural lending (562.8%, or CFAF 9.6 billion).

Off-balance sheet commitments surged by 61.2% vs. the end of 2012,

to CFAF 43.6 billion at 31 December 2013, driven mainly by the implementing of public infrastructure renovation and reconstruction programmes, especially the building of the third bridge and the extension of the Northern motorway, and the enhancement and modernisation of the infrastructures at the Autonomous Port of Abidjan.

Operating income rose by 25.6%, from CFAF 20.9 billion in 2012 to CFAF 26.3 billion in 2013. This was generated by increases of 65% and 30% respectively in lending and customer transactions 65% and 30%. Interest on direct lending came to CFAF 13.1 billion, up 13.5% vs. 2012. Commission income rose 14.6% from 2012 to CFAF 5.8 billion in 2013. Revenue on investment securities surged by 80.7% to CFAF 4.1 billion, thanks to revenues generated by the TPCI Côte d'Ivoire government bond.

Operating expenses rose by 17.8% to CFAF 19.2 billion in 2013 vs. CFAF 16.3 billion in 2012, driven mainly by increases in the cost of funds and overheads of, respectively, 19.1% and 14.4%.

The cost of funds came to CFAF 9.4 billion in 2013 vs. CFAF 7.9 billion in 2012. The 19.1% increase is due mainly to the higher cost of customer deposit remuneration, from CFAF 4.7 billion in 2012 to CFAF 6.2 billion in 2013. This figure came in above budget projections, due mainly to the volume effect, as well as to the increase in lending rates to an average of 2.8% in 2013 vs. 2.51% in 2012.

Total over heads came to CFAF 8.7 billion, up CFAF 1.2 billion or 16.5% from one year earlier. This was due both to staff expansion and wage hikes ranging from 4% to 12% following promotions under the Bank's 2013 reorganisation, and to higher building costs and costs of works and external furnishings. However, all these costs were within budget limits.

Net Banking Income rose by 29.6% to CFAF 16.8 billion in 2013, driven by a 57% net banking margin. This resulted in **Gross Operating Income** of CFAF 7.1 billion, up 53.4% from one year earlier.

These strong performances allowed the Bank to achieve **net income** of CFAF 5.1 billion vs. CFAF 3.6 billion projected in the 2013 budget.

The encouraging performances are expected to continue in **2014**. The Bank is planning to expand its network by at least ten (10) branches, mainly in the city of Abidjan. This strategy of expanding market share in the number of counters should help increase customer accounts and customer deposits.

Meanwhile, the ramp-up of the Business Centre (including an enhanced app in winning marketing practices) should allow the corporate business to win market share.

In October 2013 BOA-CÔTE D'IVOIRE was audited by the WAEMU banking commission. The findings of this audit of the accounting situation as of 30 June 2013 were reported to the Bank in February 2014. The report's findings are still being reviewed. ■



Le totem du Centre d'Affaires de la BOA-CÔTE D'IVOIRE à Abidjan.
The BOA-CÔTE D'IVOIRE Business Centre totem in Abidjan.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE S.A. (BOA-CÔTE D'IVOIRE), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- le respect de la réglementation prudentielle ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi ;
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

2.1. Vérification des documents présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque.

2.2. Vérification spécifiques prévues par la réglementation bancaire

Nous devons porter à votre attention l'information suivante :

le ratio de couverture des immobilisations et des participations par rapport aux fonds propres effectifs s'établit à 108,79 % pour un maximum réglementaire de 100 %.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10 % au moins des droits de vote, aux personnes participant à la Direction, à l'Administration, à la Gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi que les entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de Direction, d'Administration ou de Gérance ou détiennent plus du quart du capital social s'élèvent à 13 175 millions de F CFA au 31 décembre 2013. Ces encours représentent 104 % des fonds propres effectifs de la Banque.

À la date du présent rapport, le plafond autorisé par la réglementation bancaire n'a pas encore fait l'objet d'une instruction de la Banque Centrale.

3. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque. Nos constats font l'objet d'un rapport circonstancié adressé au Conseil d'Administration, conformément à l'article 8 de la circulaire n° 004-2011/CB/C relative aux conditions d'exercice du Commissariat aux Comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Abidjan, le 25 mars 2014

MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN

Associé
Expert-Comptable Diplômé

ERNST & YOUNG
Jean-François ALBRECHT

Associé
Expert-Comptable Diplômé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

1. CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

1.1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2013

Convention de prêt subordonné avec BOA WEST AFRICA

Administrateurs concernés : M. Mohamed BENNANI et M. Benoît MAFFON, Administrateurs de BOA WEST AFRICA.

Nature et objet : Convention de prêt convertible subordonné de 562 millions de F CFA conclue le 3 avril 2013 pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Modalités : les intérêts supportés par la Banque au titre de cet emprunt, payables le 1^{er} décembre et le 1^{er} juin de chaque année, sont déterminés comme suit :

- **Intérêt fixe**

Le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.

- **Intérêt variable**

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes / fonds propres) sur la même période.

Ce prêt n'a fait l'objet d'aucun remboursement au 31 décembre 2013.

La charge des intérêts supportée par la BOA-CÔTE D'IVOIRE au titre de l'exercice 2013 en rapport avec ce prêt est de 25 millions de F CFA.

Cette convention n'a pas été autorisée.

1.2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs à l'exercice 2013

1.2.1. Convention d'assistance technique avec la société AFH-SERVICES

Administrateur concerné : M. Mohamed BENNANI, Administrateur d'AFH-SERVICES.

Nature, objet et modalités : Convention d'assistance technique d'AFH-SERVICES à la BOA-CÔTE D'IVOIRE en matière de facilitation des opérations internationales et de savoir-faire bancaire. La convention a été signée en 1996 pour une durée de 10 ans et est renouvelable par tacite reconduction par périodes de trois années, sur une période globale de six années au terme de laquelle elle n'aurait dû être renouvelée que par suite d'une autorisation expresse du Conseil d'Administration de la Banque. Cette autorisation qui devrait intervenir à compter de l'exercice 2012, n'a toujours pas été délivrée à la date de ce rapport.

Modalités : la charge supportée par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2013 s'est élevée à 659 millions de F CFA.

Au titre de l'exercice 2013, la convention n'a pas été autorisée par omission.

1.2.2. Convention de bail commercial avec la société BOA WEST AFRICA

Administrateur concerné : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société BOA WEST AFRICA.

Nature et objet : Convention de bail commercial à usage de bureaux signé le 29 avril 2010 avec prise d'effet au 1^{er} mai 2010, entre la BOA-CÔTE D'IVOIRE et BOA WEST AFRICA. Le bail a été consenti pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Modalités : les loyers perçus par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2013 se sont élevés à 3,6 millions de F CFA.

1.2.3. Convention de bail commercial avec la société AGORA

Administrateurs concernés : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société AGORA, M. Léon NAKA, Administrateur de la société AGORA, Mme Lala MOULAYE, Administrateur de la société AGORA.

Nature et objet : Convention de bail commercial à usage de bureaux signé le 20 octobre 2006 avec prise d'effet au 1^{er} novembre 2006, entre la BOA-CÔTE D'IVOIRE et AGORA S.A. Le bail a été consenti pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Modalités : les loyers perçus par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2013 se sont élevés à 4 millions de F CFA.

1.2.4. Convention avec la société ACTIBOURSE

1.2.4.1. Convention de bail commercial

Administrateur concerné : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société ACTIBOURSE.

Nature et objet : Convention de bail commercial à usage de bureaux avec prise d'effet au 1^{er} septembre 2003, entre la BOA-CÔTE D'IVOIRE et ACTIBOURSE. Le bail a été consenti pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Modalités : les loyers perçus par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2013 se sont élevés à 1,4 millions de F CFA.

1.2.4.2. Convention de rétrocession de commission de placement

Administrateur concerné : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société ACTIBOURSE.

Nature et objet : la BOA-CÔTE D'IVOIRE a souscrit au cours de l'exercice à l'emprunt obligataire du Trésor Public de Côte d'Ivoire 6,3 % 2013-2018, pour un montant de 30 000 millions de F CFA, avec l'intervention d'ACTIBOURSE. Dans ce cadre, les deux sociétés ont retenu qu'une partie des commissions de placement d'ACTIBOURSE soit rétrocédée à la BOA-CÔTE D'IVOIRE.

Modalités : la rétrocession de commission de placement est évaluée à 0,5 % du montant souscrit.

Les commissions perçues par la BOA-CÔTE D'IVOIRE dans le cadre de cette transaction s'élèvent à 150 millions de F CFA.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

1.2.5. Convention avec la société BOA-ASSET MANAGEMENT

1.2.5.1. Convention de dépositaire pour le compte du FCP Global Investors

Administrateurs concernés : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT, M. Léon NAKA, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT.

Nature et objet : Convention de conservation de titres pour le compte du FCP Global Investors, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2012.

Modalités : BOA-ASSET MANAGEMENT est tenue de verser à la BOA-CÔTE D'IVOIRE une rémunération évaluée quotidiennement à 0,1 % hors taxe l'an de l'actif net du FCP Global Investors.

Les produits acquis s'élèvent à 8 millions de F CFA sur l'exercice 2013.

1.2.5.2. Convention de garantie de liquidité pour le compte du FCP Global Investors

Administrateurs concernés : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT, M. Léon NAKA, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT.

Nature et objet : Convention de garanties de liquidité pour le compte du FCP global Investors, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2012. Cette convention prévoit que la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la BOA-BÉNIN fournissent au FCP Global Investors, les fonds que BOA-ASSET MANAGEMENT solliciterait en cas d'insuffisance de liquidité, notamment pour les opérations de rachats de parts demandées par les porteurs.

Modalités : BOA-ASSET MANAGEMENT est tenue de verser à chaque garant une commission d'engagement fixe de 250 000 F CFA par an, et le cas échéant, une commission de réalisation de 5 % l'an sur les sommes mises à disposition.

Les produits acquis s'élèvent à 250 000 F CFA sur l'exercice 2013.

1.2.5.3. Convention de dépositaire pour le compte du FCP Émergence

Administrateurs concernés : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT, M. Léon NAKA, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT.

Nature et objet : Convention de conservation de titres pour le compte du FCP Émergence, entrée en vigueur le 18 mars 2009.

Modalités : BOA-ASSET MANAGEMENT est tenue de verser à la BOA-CÔTE D'IVOIRE une rémunération évaluée quotidiennement à 0,15 % hors taxe l'an de l'actif net du FCP Émergence.

Les produits acquis s'élèvent à 10 millions de F CFA sur l'exercice 2013.

1.2.5.4. Convention de garantie de liquidité pour le compte du FCP Émergence

Administrateurs concernés : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT, M. Léon NAKA, Administrateur de la société BOA-ASSET MANAGEMENT.

Nature et objet : Convention de garantie de liquidité pour le compte du FCP Émergence, entrée en vigueur le 12 novembre 2009. Cette convention prévoit que la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la BOA-BÉNIN fournissent au FCP Global Émergence, les fonds que BOA-ASSET MANAGEMENT solliciterait en cas d'insuffisance de liquidité, notamment pour les opérations de rachats de parts demandées par les porteurs.

Modalités : BOA-ASSET MANAGEMENT est tenue de verser à chaque garant une commission d'engagement fixe de 250 000 F CFA par an, et le cas échéant, une commission de réalisation de 5 % l'an sur les sommes mises à disposition.

Les produits acquis s'élèvent à 250 000 F CFA sur l'exercice 2013.

2. CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE SUR L'EXERCICE 2013

En application de l'article 440 alinéa 6, de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

CONVENTIONS DE PRÊTS SUBORDONNÉS AVEC BOA GROUP S.A.

Administrateur concerné : M. Mohamed BENNANI, Administrateur de BOA GROUP S.A..

Nature et objet : Conventions de prêts convertibles subordonnés :

- de 656 millions de F CFA conclue le 30 décembre 2009,
- de 1 000 millions de F CFA conclue le 26 septembre 2011.

Modalités : ces prêts sont accordés par la société BOA GROUP S.A. à la BOA-CÔTE D'IVOIRE pour une durée de 5 ans et 6 mois. Les intérêts supportés par la Banque au titre de ces emprunts, payables le 1^{er} décembre et le 1^{er} juin de chaque année, sont déterminés comme suit :

- **Intérêt fixe**

Les prêts subordonnés donnent droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.

- **Intérêt variable**

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes / fonds propre) sur la même période. Cette rémunération globale devant être au minimum égale au taux d'intérêt fixe.

Ces prêts ont fait l'objet de remboursements partiels :

- l'encours du prêt subordonné de 656 millions de F CFA est de 131 millions de F CFA au 31 décembre 2013,
- l'encours du prêt subordonné de 1 000 millions de F CFA est de 600 millions de F CFA au 31 décembre 2013.

La charge des intérêts supportée par la BOA-CÔTE D'IVOIRE au titre de l'exercice 2013 en rapport avec ces prêts est de 124 millions de F CFA.

3. CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE 45 DE L'ORDONNANCE N° 2009-385 DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2009 PORTANT RÉGLEMENTATION BANCAIRE

Les prêts ou garanties cités au titre de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 sont les suivants :

3.1 Avec la BANK OF AFRICA – NIGER.

L'encours des prêts accordés à la BOA-NIGER s'élève à 6 788 millions de F CFA au 31 décembre 2013. Ces prêts ont occasionné des produits de 659 millions de F CFA sur l'exercice 2013.

3.2 Avec la BANK OF AFRICA – MALI

L'encours des prêts accordés à la BOA-MALI s'élève à 538 millions de F CFA au 31 décembre 2013. Ces prêts ont occasionné des produits de 52 millions de F CFA sur l'exercice 2013.

3.3 Avec la BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

L'encours des prêts accordés à la BOA-SÉNÉGAL s'élève à 4 000 millions de F CFA au 31 décembre 2013. La BOA-CÔTE D'IVOIRE a enregistré des produits de 130 millions de F CFA sur l'exercice 2013, au titre de ce prêt.

3.4 Avec BOA-FRANCE

Le compte courant de BOA-FRANCE est débiteur de 53 755 Euros soit 35 millions de F CFA à la clôture de l'exercice 2013. BOA-FRANCE dispose également d'un compte courant « Dirham Express » qui est débiteur de 8 854 Euros, soit 6 millions de F CFA au 31 décembre 2013.

3.5 Avec la BANK OF AFRICA – KENYA

Le solde du compte courant de la BOA-KENYA est débiteur de 3 192 Euros, soit 2 millions de F CFA à la clôture de l'exercice 2013.

3.6 Avec BOA-ASSET MANAGEMENT

L'encours des prêts accordés à BOA-ASSET MANAGEMENT s'élève à 15 millions de F CFA au 31 décembre 2013. Ces prêts ont occasionné des produits de 1 million de F CFA sur l'exercice 2013.

3.7 Avec les personnes participant à l'Administration, à la Direction ou à la Gérance de la Banque

L'encours global des prêts crédits accordés aux personnes participant à l'Administration, à la Direction ou à la Gérance de la Banque s'élève à 258 millions de F CFA au 31 décembre 2013.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Abidjan, le 25 mars 2014

MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN

Associé
Expert-Comptable Diplômé

ERNST & YOUNG
Jean-François ALBRECHT

Associé
Expert-Comptable Diplômé

BILAN - COMPTE DE RESULTAT - RESOLUTIONS

BALANCE SHEET - INCOME STATEMENT - RESOLUTIONS

LE GROUPE BOA EN 2014	BOA GROUP IN 2014
Plus de 30 ans de croissance	Over 30 years of growth
Une présence dans 17 pays	A presence in 17 countries
430 Agences et 600 GAB	430 Branches and 600 ATMs
5 000 Collaborateurs de 25 nationalités	5,000 Employees of 25 nationalities
5 Zones économiques : UEMOA, CEDEAO, EAC, COMESA, SACD	5 Economic zones: WAEMU, ECOWAS, EAC, COMESA, SACD
Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.	A leading banking partner, BMCE Bank, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

BILAN COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

ACTIF / ASSETS	2012*	2013*
CAISSE / CASH	7 809 026 594	9 001 108 272
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	44 237 489 207	46 968 687 669
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	24 799 036 478	30 563 118 783
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	16 367 853 798	28 890 199 556
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	8 431 182 680	1 672 919 227
• À TERME / TERM DEPOSITS	19 438 452 729	16 405 568 886
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	151 031 459 288	155 303 308 576
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	10 815 642 178	8 564 672 530
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	10 815 642 178	8 564 672 530
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	113 224 880 636	119 766 935 040
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	1 713 461 093	11 354 121 260
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	111 511 419 543	108 412 813 780
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	26 990 936 474	26 971 701 006
• AFFECTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES	49 823 430 980	118 419 702 558
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS	4 943 975 781	5 841 843 959
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	259 996 930	264 601 596
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	6 927 614 856	9 101 536 877
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	5 456 249 177	7 060 139 708
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	841 924 225	3 118 652 863
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	271 331 167 038	355 079 582 078
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	41 265 569 679	59 484 778 863
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	4 432 998 750	6 682 345 584
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	4 432 998 750	6 682 345 584
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	36 832 570 929	52 802 433 279
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	14 470 110 029	15 870 544 975
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	22 362 460 900	36 931 888 304
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

BALANCE SHEET FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PASSIF / LIABILITIES	2012*	2013*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	37 945 789 003	83 870 530 100
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	2 557 071 464	3 272 032 426
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	2 557 071 464	3 272 032 426
• À TERME / TERM DEPOSITS	35 388 717 539	80 598 497 674
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	204 157 801 884	237 118 562 796
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	16 307 120 581	22 130 385 871
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS	1 285 222 696	1 951 468 899
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS	4 587 685 209	3 443 650 181
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	111 407 975 825	119 421 226 948
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	70 569 797 573	90 171 830 897
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES	5 200 000 000	3 800 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	3 158 504 677	6 394 526 938
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 930 314 669	1 817 386 053
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	1 062 384 000	1 293 347 149
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	782 879 763	800 817 501
CAPITAL / CAPITAL	7 200 000 000	7 200 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	1 675 372 000	1 675 372 000
RÉSERVES / RESERVES	4 992 873 482	6 010 669 308
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	106 608 717	47 451 734
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	3 118 638 843	5 050 918 499
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	271 331 167 038	355 079 582 078
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	159 364 125 001	215 035 252 689
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	159 364 125 001	215 035 252 689
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	39 602 023 293	35 682 800 143
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	119 762 101 708	179 352 452 546
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

* Exercice / Fiscal year

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

CHARGES / EXPENSES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	7 477 926 343	8 684 627 215
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	2 530 094 576	2 078 354 133
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	4 694 281 008	6 133 501 018
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES	173 051 507	323 832 786
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES	80 499 252	148 939 278
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	266 778 931	520 198 989
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	563 713	42 218 806
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES		42 200 000
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	563 713	18 806
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	166 268 130	172 132 596
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	7 437 817 818	8 662 721 841
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	3 002 107 740	3 587 892 960
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	4 435 710 078	5 074 828 881
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	946 811 634	1 105 411 131
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	1 089 376 862	1 976 306 972
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS	309 077 854	17 937 738
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	22 080 127	8 396 676
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	125 362 421	375 458 241
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	33 062 080	35 000 000
BÉNÉFICE / PROFIT	3 118 638 843	5 050 918 499
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	20 993 764 756	26 651 328 704

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PRODUITS / INCOME	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	12 682 205 409	14 281 359 812
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	1 157 032 044	1 211 955 344
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	11 517 526 837	13 069 404 468
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	7 646 528	
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
<i>/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS</i>		
COMMISSIONS / COMMISSION	3 696 916 941	4 145 124 853
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	3 651 798 043	5 766 701 858
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	2 402 716 095	4 112 488 372
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	286 947 054	323 464 376
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	459 851 403	663 999 725
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	502 283 491	666 749 385
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	442 460 775	1 586 109 369
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	428 986 368	476 004 276
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
<i>/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
<i>/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS</i>		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	9 643 984	908 792
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS	81 753 236	395 119 744
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	20 993 764 756	26 651 328 704

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

PRODUITS & CHARGES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	12 682 205 409	14 281 359 812
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 157 032 044	1 211 955 344
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	11 517 526 837	13 069 404 468
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS	7 646 528	
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	-7 477 926 343	-8 684 627 215
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-2 530 094 576	-2 078 354 133
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-4 694 281 008	-6 133 501 018
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-173 051 507	-323 832 786
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS	-80 499 252	-148 939 278
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	5 204 279 066	5 596 732 597
PRODUITS DE COMMISSIONS	3 696 916 941	4 145 124 853
CHARGES DE COMMISSIONS	-266 778 931	-520 198 989
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	3 430 138 010	3 624 925 864
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	2 763 469 185	4 070 288 372
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	286 947 054	323 464 376
• OPÉRATIONS DE CHANGE	459 287 690	663 980 919
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	502 283 491	666 749 385
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	4 011 987 420	5 724 483 052
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	252 601 695	1 586 109 369
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-166 268 130	-172 132 596
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	258 092 358	476 004 276
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	12 990 830 419	16 836 122 562
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-7 437 817 818	-8 662 721 841
• FRAIS DE PERSONNEL	-3 002 107 740	-3 587 892 960
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-4 435 710 078	-5 074 828 881
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-946 811 634	-1 105 411 131
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 606 200 967	7 067 989 590
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-1 089 376 862	-1 976 306 972
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG	-309 077 854	-17 937 738
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	3 207 746 251	5 073 744 880
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-12 436 143	-7 487 884
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-43 609 185	19 661 503
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-33 062 080	-35 000 000
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	3 118 638 843	5 050 918 499

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

INCOME & EXPENSES	2012*	2013*
INTEREST & SIMILAR INCOME	12 682 205 409	14 281 359 812
• ON INTERBANK LOANS	1 157 032 044	1 211 955 344
• ON CUSTOMER LOANS	11 517 526 837	13 069 404 468
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	7 646 528	
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	-7 477 926 343	-8 684 627 215
• ON INTERBANK LIABILITIES	-2 530 094 576	-2 078 354 133
• ON CUSTOMER DEPOSITS	-4 694 281 008	-6 133 501 018
• ON DEBT SECURITIES	-173 051 507	-323 832 786
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES	-80 499 252	-148 939 278
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	5 204 279 066	5 596 732 597
COMMISSION INCOME	3 696 916 941	4 145 124 853
COMMISSION EXPENSES	-266 778 931	-520 198 989
NET RESULT FROM COMMISSION	3 430 138 010	3 624 925 864
NET RESULT FROM		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	2 763 469 185	4 070 288 372
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	286 947 054	323 464 376
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	459 287 690	663 980 919
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	502 283 491	666 749 385
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	4 011 987 420	5 724 483 052
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	252 601 695	1 586 109 369
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-166 268 130	-172 132 596
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	258 092 358	476 004 276
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	12 990 830 419	16 836 122 562
OPERATING OVERHEADS	-7 437 817 818	-8 662 721 841
• PERSONNEL COSTS	-3 002 107 740	-3 587 892 960
• OTHER OVERHEADS	-4 435 710 078	-5 074 828 881
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-946 811 634	-1 105 411 131
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS		
GROSS OPERATING PROFIT	4 606 200 967	7 067 989 590
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	-1 089 376 862	-1 976 306 972
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS	-309 077 854	-17 937 738
PRE-TAX OPERATING INCOME	3 207 746 251	5 073 744 880
EXTRAORDINARY ITEMS	-12 436 143	-7 487 884
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	-43 609 185	19 661 503
CORPORATE INCOME TAX	-33 062 080	-35 000 000
NET INCOME FOR THE YEAR	3 118 638 843	5 050 918 499

* Exercice / Fiscal year

Rapport annuel 2013 - BANK OF AFRICA - CÔTE D'IVOIRE • 39

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 10 AVRIL 2014

1 · PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2013, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

Cet exercice 2013 se solde par un bénéfice de **5 050 918 499 F CFA** après une dotation aux amortissements de **1 105 411 131 F CFA** et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de **35 000 000 F CFA**.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), approuve sans réserve ledit Rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2013.

Elle donne également décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

2 · DEUXIÈME RÉSOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur.

	En F CFA
Résultat de l'exercice	5 050 918 499
Report à nouveau antérieur	47 451 734
Réserve légale (15 % du résultat net)	757 637 775
Dividende (30 % du capital)	3 520 080 000
Réserve facultative	700 000 000
Nouveau report à nouveau	120 652 458

3 · TROISIÈME RÉSOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu de Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net d'impôt correspondant à une rémunération de **4 400 F CFA** par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera par ACTIBOURSE à compter du **02 mai 2014** à chaque actionnaire.

4 › QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer les indemnités de fonction pour l'ensemble du Conseil d'Administration à un montant total net annuel de **84 000 euros** (soit 55 100 388 F CFA) à compter du 1^{er} janvier 2014.

5 › CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré constate la fin du mandat de l'Administrateur **M. Mamoun BELGHITI**. En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat de **M. Mamoun BELGHITI** pour une période de 4 ans.

Ce mandat vient à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

6 › SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait, d'un original ou une copie du procès-verbal de la présente Assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 10 APRIL 2014

1 › FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' Report and the external auditors' general Report on fiscal year 2013, the Annual General Meeting approved all parts of the Reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these Reports.

Fiscal year 2013 closed with a net profit for the period of **CFAF 5,050,918,499** after amortizations of **CFAF 1,105,411,131**, and corporate income tax of **CFAF 35,000,000**.

In addition, after reviewing the external auditors' Special Report on agreements covered by article 440 of the Uniform Act of OHADA, the Meeting unreservedly approved this Report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2013.

The meeting also granted discharge to the external auditors for performance of their duties in the same period.

2 › SECOND RESOLUTION

Following deliberations, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profit for the fiscal year and the previous balance brought forward as follows.

	In CFAF
Income for the period	5,050,918,499
Previous balance brought forward	47,451,734
Legal reserve (15% of net income)	757,637,775
Dividende (30% of capital)	3,520,080,000
Optional reserves	700,000,000
New balance brought forward	120,652,458

3 › THIRD RESOLUTION

In application of the previous resolution, the Annual General Meeting hereby decided that, after paying the IRVM tax on securities revenue at a rate of 10% of the gross dividend, shareholders will be paid a **CFAF 4,400** gross dividend per share of CFAF 10,000.

The dividend will be paid to each shareholder by ACTIBOURSE as of **02 May 2014**.

4 › FOURTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors proposal to set the total annual post allowances for all members of the Board of Directors at **Euros 84,000** (CFAF 55,100,388) as of 1st January 2014.

5 › FIFTH RESOLUTION

After deliberation, the Annual General Meeting noted the expiry of **Mr Mamoun BELGHITI** term of office as Director.

Following deliberation, the Annual General Meeting therefore decided to reappoint as Director for a term of four years **Mr Mamoun BELGHITI**.

The term of office will expire at the end of the Annual General Meeting held to review the accounts for the year to 31 December 2017.

6 › SIXTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an extract, an original, or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to publish any notices or carry out any necessary filings and legal formalities.

ANNEXES

1 / PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. NOTE SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicables aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.2. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR RUBRIQUE

1.2.1 Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru au prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.2.2 Créances sur la clientèle

Conformément aux dispositions du plan comptable bancaire, les crédits à la clientèle sont ventilés suivant leur durée initiale définie comme suit :

CRÉDITS À COURT TERME	INFÉRIEUR À DEUX ANS
CRÉDITS À MOYEN TERME	ENTRE DEUX ET DIX ANS
CRÉDITS À LONG TERME	SUPÉRIEUR À DIX ANS

1.2.3 Provisions pour dépréciation des créances en souffrances

Classification des créances en souffrance

Les crédits en souffrance comprennent les créances impayées ou immobilisées, les créances douteuses et litigieuses :

- les créances impayées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement.
- les créances immobilisées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté.
- les créances douteuses et litigieuses sont des créances présentant un risque probable ou certain de non recouvrement.

Composition des créances douteuses et litigieuses

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a changé de dénomination sociale en 1996 à la suite de la cession au profit du groupe AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) de 86 % du capital de l'UBCI-BANAFRIQUE représentant la participation de la BANORABE. Les engagements en souffrance figurant à l'actif du bilan de la BOA-CÔTE D'IVOIRE résultent de la nouvelle gestion de la BOA-CÔTE D'IVOIRE.

Règles de provisionnement des créances douteuses et litigieuses

Les créances en souffrance font l'objet d'une provision déterminée au cas par cas. L'instruction n° 94-05 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire définit les règles minimales de provisionnement des risques en souffrance. Ces règles ont été modifiées à compter du 1^{er} janvier 2000 par l'instruction n° 2000/01/RB du 1^{er} janvier 2000.

1.2.4 Opérations en devises

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

1.2.5 Comptabilisation des opérations d'encaissement

Les opérations d'encaissement pour lesquelles la Banque reçoit des valeurs (effets commerciaux, chèques, avis de prélèvement, titres et coupons) pour présentation au paiement, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, sont enregistrées conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire.

Les opérations d'encaissement concernent les effets commerciaux escomptés, les valeurs reçues à l'encaissement avec crédit immédiat et les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles.

Conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994, les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles sont enregistrées dans des comptes de hors bilan.

1.2.6 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de développement informatique qui sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 ans.

1.2.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique. Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire, sur la base des taux suivants :

MATÉRIEL ET OUTILLAGE D'EXPLOITATION	10 %
MOBILIER D'EXPLOITATION	10 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	33,33 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	25 %
AGENCEMENTS, INSTALLATIONS	10 %
MATÉRIEL ET MOBILIER DE LOGEMENT	10 %
CONSTRUCTION	5 %

1.2.8 Provisions réglementées

Le montant de cette rubrique correspond à la provision spéciale pour risque afférent aux opérations de crédit à moyen et long terme dont la constitution est autorisée par l'article 6-III-C-F du Code Général des impôts. La Banque BOA-CÔTE D'IVOIRE a utilisé la faculté de comptabiliser cette provision depuis l'exercice clos le 31 décembre 1998.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est limité à 5 % du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5 % du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

1.2.9 Titres de participation

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation par rapport à leur valeur intrinsèque correspondant à la quote-part de l'actif net détenue.

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	40 237	20 067	34 365	65 855
DE 1 MOIS À 3 MOIS		1 600	409	1 179
DE 3 MOIS À 6 MOIS	328	293	925	1 200
DE 6 MOIS À 2 ANS	2 111	9 519	5 639	7 520
DE 2 ANS À 5 ANS	1 561	4 584	2 631	8 117
PLUS DE 5 ANS		1 883	3 000	
TOTAL	44 237	37 946	46 969	83 871

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	87 148	150 139	76 751	170 152
DE 1 MOIS À 3 MOIS	9 961	13 637	12 211	15 325
DE 3 MOIS À 6 MOIS	5 415	13 314	6 848	18 070
DE 6 MOIS À 2 ANS	19 359	10 247	20 370	16 631
DE 2 ANS À 5 ANS	16 315	16 818	26 156	16 911
PLUS DE 5 ANS	3 550	3	7 344	30
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	9 283		5 622	
TOTAL	151 031	204 158	155 303	237 119

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	11 624	51 979	16 781	63 696
ENTREPRISES PRIVÉES	117 107	142 154	121 156	172 276
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS				
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	22 300	10 025	17 365	1 147
TOTAL	151 031	204 158	155 303	237 119

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CRÉANCES DOUTEUSES	18 541	11 871
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-11 627	-7 230
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	6 914	4 641
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	2 370	988
CRÉANCES EN SOUFRACTURE NETTES	9 284	5 629

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• BOA-FRANCE	1 020	676	9 183	11,11 %
• BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL	30	30	10 000	0,30 %
• BANK OF AFRICA – KENYA	3 511	3 511	22 969	15,29 %
• BANK OF AFRICA – BÉNIN	537	537	10 073	5,33 %
• DC/BR	28	28		
• AGORA	29	29	5 000	0,57 %
SOUS TOTAL	5 154	4 810		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AFRICINVEST	102	102		
• SHBR	18	18		
• DIVERSES ACTIONS	1	1		
• C.T.M.I	1	1		
• VISA	5	5		
• CRRH	100	100		
• AISSA SARL	7	7	42	16,67 %
• SCI OLYMPE	90	90	200	45,00 %
• BOA GROUP S.A.	7	7	52 936	0,01 %
TOTAL PARTICIPATIONS	5 486	5 142		
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
FONDS COMMUN DE PLACEMENT	700	700		
ÉTAT SÉNÉGAL				
FCF GLOBAL INVESTORS				
SOUS TOTAL	700	700		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	6 186	5 842		

* En millions de F CFA.

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	849	123		972
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	589	119		708
TOTAL NET	260	4		264

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	12 049	3 300	139	15 210
• IMMOBILISATIONS EN COURS	783	114	139	758
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	11 266	3 186		14 452
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				
AMORTISSEMENTS	5 122	987		6 109
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	5 122	987		6 109
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
TOTAL NET	6 927	2 313	139	9 101

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DÉBITEURS DIVERS	988	1 106
VALEURS NON IMPUTÉES	64	
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	1 439	2 533
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION		
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	676	714
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	2 289	2 707
TOTAL	5 456	7 060

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DETTES FISCALES		
DETTES SOCIALES		
CRÉDITEURS DIVERS	652	1 021
DETTES RATTACHÉES	2 108	3 829
DIVERS	398	1 545
TOTAL	3 158	6 395

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	690	535
PRODUITS À RECEVOIR	31	247
DIVERS	121	2 337
TOTAL	842	3 119

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES À PAYER	656	780
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	1 241	413
DIVERS	33	624
TOTAL	1 930	1 817

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		
PERTES ET CHARGES		
TOTAL		

* En millions de F CFA.

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2012*	Affectation du résultat 2012*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2013*
F.R.B.G.	783		18	801
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	1 675			1 675
RÉSERVES LÉGALES	1 927	468		2 395
RÉSERVES RÉGLEMENTÉES	3			3
AUTRES RÉSERVES	3 063	550		3 613
CAPITAL SOCIAL	7 200			7 200
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)	1 062		231	1 293
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	106	-59		47
RÉSULTAT 2012	3 119	-3 119		0
RÉSULTAT 2013			5 051	5 051
TOTAL	18 938	-2 160	5 300	22 078

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
ANTÉRIEURES À 2009	548
2009	-75
2010	-30
2011	31
2012	309
2013	18
SOIT AU 31/12/2013	801

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE s'élève à 7 200 millions de F CFA. Il est composé de 720 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	64,36 %
ATTICA S.A.	3,34 %
AGORA HOLDING	2,47 %
BANK OF AFRICA – BÉNIN	2,35 %
DIVERS ACTIONNAIRES	27,48 %
TOTAL	100,00 %

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS	41 266	59 485
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 433	6 682
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	4 433	6 682
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	36 832	52 802
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	14 470	15 871
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	22 362	36 932
ENGAGEMENTS REÇUS	159 364	215 035
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	159 364	215 035
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	39 602	35 683
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	119 762	179 352
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 157	1 212
• À VUE	7	51
• À TERME	1 150	1 161
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	11 517	13 069
• CRÉANCES COMMERCIALES	821	971
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	1 660	2 260
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	3 701	4 116
• CRÉDITS À MOYEN TERME	4 072	4 607
• CRÉDITS À LONG TERME	1 263	1 115
SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS	8	
TOTAL	12 682	14 281

* En millions de F CFA.

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	2 531	2 078
• À VUE	4	106
• À TERME	2 527	1 972
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	4 947	6 607
• À VUE	477	697
• À TERME	4 470	5 910
TOTAL	7 478	8 685

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	3 696	4 145
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	31	
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3 665	4 145
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	-267	-520
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	-151	-423
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-116	-97

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 393	2 894
CHARGES SOCIALES	609	694
TOTAL	3 002	3 588

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	269	283
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL		
LOYERS	288	312
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	296	360
PRIMES D'ASSURANCE	156	195
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	1 507	1 754
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	241	320
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	169	231
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	561	553
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	536	588
JETONS DE PRÉSENCE	75	75
MOINS-VALUES DE CESSIONS		
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	338	404
TOTAL	4 436	5 075

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	947	1 105
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	947	1 105
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	947	1 105

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	1 668	2 282
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	540	152
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	543	6 499
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-1 438	-6 679
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-90	-118
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-130	-158
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-4	-2
TOTAL	1 089	1 976

* En millions de F CFA.

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

CATÉGORIES	2012	2013
CADRES EXPATRIÉS	4	5
CADRES LOCAUX	60	79
GRADÉS	135	126
EMPLOYÉS	26	59
PERSONNEL NON BANCAIRE	6	6
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	231	275

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2012*	2013*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	12 333	5 023
• BILLETS ET MONNAIES	880	1 182
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	11 453	3 841
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	68	
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE		
• CORRESPONDANTS BANCAIRES		
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		
• COMPTES ORDINAIRES		
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	6	

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2013

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	5 051
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2012	47
TOTAL À RÉPARTIR	5 098
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	758
DIVIDENDE	3 520
RÉSERVES FACULTATIVES	700
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	120
TOTAL RÉPARTI	5 098

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	4 800	6 000	7 200	7 200	7 200
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	480 000	600 000	720 000	720 000	720 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	18 075	17 407	16 520	20 902	26 255
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 792	3 738	3 442	5 188	8 115
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	15	15	27	33	35
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 828	1 760	-487	3 119	5 051
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	9 952	6 205	4 780	7 205	11 271
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 808	2 933	-676	4 331	7 015
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	152	206	217	231	260
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 715	2 010	2 095	2 285	2 759
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	364	440	445	609	694

* En millions de F CFA. ** En F CFA.

ADDRESSES / ADDRESSES

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – Abidjan Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01 – CÔTE D'IVOIRE
☎ : (225) 20 30 34 00 – 📠 : (225) 20 30 34 01 – Télex 2581 – Swift : AFRICIAB – @ : <information@boacoteivoire.com>

CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Agence Centrale – Abidjan Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01 – CÔTE D'IVOIRE
☎ : (225) 20 25 54 54 – 📠 : (225) 20 25 59 59 – @ : <information@boacoteivoire.com>

AGENCES ABIDJAN / ABIDJAN BRANCHES

AGENCE CENTRALE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 20 30 34 00 – 📠 : (225) 20 30 34 01

AGENCE ÉLITE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 20 30 34 00 / 12
📠 : (225) 20 30 34 01

ABOBO

Autoroute d'Abobo – Carrefour Banco et Mairie
01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 24 01 50 00

ADJAMÉ

Adjamé Sud, Rue du Commissariat
01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 20 30 12 30 à 32
📠 : (225) 20 30 12 33

ANGRÉ DJIBI

Voie principale du terminus Bus,
82/81/90, Côté Pharmacie Sainte Harmony
01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 22 50 19 60 – 📠 : (225) 22 50 19 61

BIETRY

Boulevard de Marseille – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 21 35 18 39 à 42
📠 : (225) 21 35 18 43

COMMERCE

Avenue du Général de Gaulle, Immeuble Nabil
01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 20 33 13 90 – 📠 : (225) 20 33 23 98

MARCORY

Rue de la Paix – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 21 21 79 90 à 98
📠 : (225) 21 21 79 99

II PLATEAUX

Rue des Jardins – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 22 52 75 35 à 38
📠 : (225) 22 52 75 39

RIVIERA 3

Route du Lycée Français – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 22 40 01 80 à 87
📠 : (225) 22 40 01 88

TREICHVILLE

Rond point, Rue 12 – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 21 75 55 00 / 01
📠 : (225) 21 75 55 02

VRIDI

Rue des Pétroliers – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 21 21 80 20 à 23
📠 : (225) 21 21 80 24

YOPOUGON

Boulevard Principal, Côté Pharmacie Keneya
01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 23 53 53 30 à 32
📠 : (225) 23 53 53 33

ZONE 4

Rue Pierre et Marie Curie – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 21 75 19 11 à 19
📠 : (225) 21 75 19 10

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

BOUAKÉ

Quartier Commerce, en face de la RAN
01 BP 4132 – Abidjan
☎ : (225) 31 65 92 20 – 📠 : (225) 31 65 92 24

DALOA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 32 78 82 35 – 📠 : (225) 32 78 82 39

GAGNOA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 32 77 86 65 à 67
📠 : (225) 32 77 86 69

KORHOGO

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 36 85 01 10 – 📠 : (225) 36 85 01 13

SAN PEDRO

Boulevard de la République – 01 BP 11 – San Pedro
☎ : (225) 34 71 73 50 à 55
📠 : (225) 34 71 73 51

SINFRA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 30 68 14 40 – 📠 : (225) 30 68 14 43

SOUBRÉ

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 34 72 20 02 / 28
📠 : (225) 34 72 20 32

YAMOOUSSOUKRO

Quartier Commerce, Côté Marché
01 BP 4132 – Abidjan 01
☎ : (225) 30 64 63 10 – 📠 : (225) 30 64 63 13

BUREAUX DE PROXIMITÉ / LOCAL BRANCHES

SAN PEDRO-BARDOT

Quartier Bardot – 01 BP 11 – San Pedro
☎ : (225) 34 71 97 70 à 78 – 📠 : (225) 34 71 97 79